

L'intervention de la Cour suprême visait à empêcher la police de recourir à une force excessive pendant le verrouillage

Des agents de sécurité ont été trouvés en train de frapper des personnes qui étaient absentes pendant le verrouillage pour acheter des articles essentiels et du personnel médical.



Sur cette photo d'archives, le personnel de la police arrête un deux-roues pour avoir défié le verrouillage national imposé par le gouvernement au milieu des inquiétudes concernant la propagation de la maladie à coronavirus (COVID-19) le 8 avril 2020. *Sanjog Manandhar / TKP*

Au milieu de l'augmentation des incidents où le personnel de sécurité a fait un usage excessif de la force contre les contrevenants au lock-out, un bref a été déposé auprès de la Cour suprême pour demander son intervention afin de mettre un terme à la neutralité policière lors de l'exécution des ordonnances de mise à l'abri sur place du gouvernement.

Des avocats des droits de l'homme affiliés à la Third Alliance and Advocacy Forum ont déclaré qu'il était louable que les forces de sécurité aient travaillé dur pour faire respecter le verrouillage, mais ils ont également été trouvés en train de maltraiter les personnes qui sont en train d'acheter des produits essentiels comme des médicaments et des produits d'épicerie.

Le personnel de la police népalaise et des forces de police armées ont agressé des médecins et du personnel médical pendant le verrouillage, selon le bref.

«Nous attendons un arrêté provisoire pour mettre fin immédiatement aux activités inhumaines, car davantage de personnes pourraient en être victimes», lit-on dans le bref.

Le bref exige également une directive de la cour suprême à la Commission nationale des droits de l'homme et à l'unité des droits de l'homme de la police népalaise pour s'acquitter de leur devoir constitutionnel de protéger les droits de l'homme.

Le 15 avril, la police a roué de coups trois médecins de l'hôpital universitaire de Tribhuvan alors qu'ils rentraient chez eux après avoir terminé leurs fonctions.

Jeudi, une nouvelle vidéo a fait son apparition sur les réseaux sociaux montrant une nouvelle fois la rapidité avec laquelle la police emploie la force.

La vidéo, provenant d'un portail d'actualités en ligne, montre une équipe de policiers battant trois personnes, dont deux femmes, qui rentraient apparemment chez elles après avoir acheté des médicaments.

On peut entendre le trio essayer d'expliquer aux policiers qu'ils ne voulaient pas acheter de médicaments. Mais une fois que l'homme dans la vidéo commence à s'agiter et à élever la voix, la police commence rapidement à faire pleuvoir des matraques sur eux.

Le gouvernement a d'abord imposé le verrouillage le 24 mars et l'a depuis prolongé trois fois, la dernière prolongation étant applicable jusqu'au 27 avril .

«Nous demandons également une décision au Comité de coordination de haut niveau pour contrôler et prévenir les nouveaux coronavirus, afin de former un mécanisme pour garantir que les droits de l'homme et la dignité de l'individu sont protégés tout en appliquant le verrouillage», lit-on dans le bref.

Il exige également la décision du tribunal pour garantir que chaque citoyen ait accès aux médicaments, à l'eau et aux denrées alimentaires sans aucun obstacle.